



Bujumbura, le 12/5/2016

L'AMBITION DE L'OBR A FINANCER TOTALEMENT LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ETAT DANS CINQ ANS, EST-ELLE REALISABLE ?

PARCEM doute et fait le point

Au moment du lancement des préparatifs de mise sur pied de la journée dédiée au contribuable, un cadre de l'OBR a annoncé l'ambition qu'a cette institution de pouvoir financer à elle seule le budget de fonctionnement de l'Etat dans cinq ans car actuellement, elle le fait à concours de 70%. Certes, l'objectif est louable mais PARCEM voudrait nuancer **en montrant les défis** qu'il faut absolument relever pour pouvoir y parvenir.

Tenez

1. Pouvoir s'assurer l'autofinancement budgétaire est un objectif auquel il fallait s'être préparé depuis longtemps en ayant pu mobiliser les fonds nécessaires pour se doter d'infrastructures de qualité et des réformes nécessaires pour le renforcement des institutions de pilotage du développement. Or le financement du CSLPII a été réalisé avec un gap de 71% dans son ensemble selon le rapport CNCA. Et la capacité de mobilisation des financements était encore faible. Exemple : en 2013, le Burundi a reçu une aide de 550 millions de USD et la même année, le Rwanda mobilisait 1086 millions de USD.
2. Augmenter sensiblement les recettes fiscales exige une croissance économique soutenue et régulière ; ce qui assure l'augmentation du nombre et des activités des contribuables d'une part et l'augmentation du pouvoir d'achat des citoyens d'autre part car l'impôt est perçu sur le revenu et sur l'achat des biens et services.

Or le tarissement des appuis, la crise politique risqueront d'hypothéquer cette croissance. Par exemple, en comparant les recettes fiscales budget 2015 et budget 2016, on voit qu'en 2016, on prévoit une réduction d'environ 50 milliards au niveau de l'impôt sur les revenus et une réduction d'environ 3 milliards au niveau de l'impôt sur les personnes morales. Du reste, la structure actuelle des contribuables est déséquilibrée sur environ 20.000 contribuables, 10 contribuent à environ 80% des recettes ;

3. Au niveau des dépenses, le manque de maîtrise de croissance démographique (taux de fécondité de 6 enfants/femmes, 17 millions en 2030, l'un des plus élevés du continent), la composition de la population en grande partie femme et en âge de procréer augmentera sensiblement la facture sur les subventions en santé, en éducation, nombre d'enseignants, médecins, infirmiers et la maîtrise des fonds de fonctionnement est handicapée par l'échec visible de la politique de charroi zéro où même actuellement, le gouvernement prévoit l'achat encore d'autres véhicules pour les membres du gouvernement et autres, sans oublier la masse salariale difficile à maîtriser.

Pour PARCEM, gagner ce pari passe par la renormalisation de la situation, la mobilisation des appuis et financement extérieurs, le relèvement de ces défis et le recouvrement du chemin de développement.

Pour PARCEM

Faustin NDIKUMANA

Directeur Exécutif

